



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 29 NOV. 2022

mettant en demeure la société ÉMAILLERIE RHÉNANE à INGWILLER de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 juin 1994 réglementant ses installations

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 21 juin 1994 portant autorisation des activités de la société ÉMAILLERIE RHÉNANE à INGWILLER ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** le rapport du 03 novembre 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 5 octobre 2022, il a été constaté que :

- la forme des conduits des rejets atmosphériques favorise l'ascension des effluents, cependant il a été installé des chapeaux au-dessus du débouché à l'atmosphère ;
- l'exploitant dispose d'un listing des produits dangereux avec les fiches de données de sécurité, mais celui-ci ne contient pas la quantité. Il dispose d'un plan des zones incendie, mais ce plan ne précise pas la nature des produits dangereux dans les lieux de stockages ;

CONSIDÉRANT qu'il est ainsi contrevenu à l'article 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 juin 1994, ainsi qu'à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

APRÈS communication du rapport des services de l'inspection des installations classées à l'exploitant ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société ÉMAILLERIE RHÉNANE dont les installations sont situées route de Bouxwiller à INGWILLER, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de sa société, dans un délai de **trois mois**, les prescriptions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 juin 1994, reprises ci-après :

« La forme de ces conduits, notamment dans la partie la plus proche du débouché, devra être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents. Il est en particulier interdit d'installer des chapeaux ou des dispositifs équivalents au-dessus du débouché à l'atmosphère des cheminées ».

Article 2

La société ÉMAILLERIE RHÉNANE est mise en demeure de respecter, dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces, reprises ci-après :

« L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. »

Article 3 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31, avenue de la paix - BP 51038 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

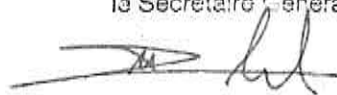
Article 6 : exécution

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Saverne,
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ÉMAILLERIE RHÉNANE par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Ingwiller.

La préfète,
Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL